

Projet MoTuSe

Un premier pas vers la réintégration des migrants de retour au pays

Le projet MoTuSe initié par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Organisation internationale pour la migration a pris fin le 31 décembre dernier. L'heure est au bilan.

Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), la migration de retour a progressé ces dernières années. En 2016, un nombre record de migrants marocains de retour, soit 1.200, a été enregistré par le département de retour volontaire de l'OIM. Dans le cadre de son projet MoTuSe «Renforcer les solutions de réintégration pour les migrants de retour depuis l'UE vers le Maroc, la Tunisie et le Sénégal», quelque 330 Marocains de retour ont pu bénéficier d'une assistance moyenne de 1.500 euros par personne. Parallèlement, 186 Marocains de retour ont pu bénéficier de formation pour la gestion de microprojets.

Lancé en janvier 2015, MoTuSe, mis en œuvre par l'OIM et qui a pour objectif d'optimiser les conditions de réintégration des migrants ayant opté pour le retour volontaire, a permis de mettre en place une approche communautaire en mutualisant les différents capitaux des bénéficiaires du programme de retour volontaire en les organisant en coopératives. «La réintégration des migrants marocains de retour demeure un processus épineux, qu'ils soient des migrants légaux ou illégaux. Tout d'abord, cette tranche de la population rencontre de nombreux problèmes, que ce soit au niveau de la perception dans les sociétés d'accueil, le logement, l'accès à la santé, la réintégration socio-éducative des enfants et bien sûr l'emploi, pierre angulaire d'une réintégration réussie, en plus des divers traumatismes qui surviennent à la suite du retour et qui constituent également un frein considérable à une réin-



Quelque 330 Marocains de retour ont pu bénéficier d'une assistance moyenne de 1.500 euros par personne et 186 Marocains de retour ont assisté à des formations de gestion de microprojets, dans le cadre du projet MoTuSe.

tégration sereine dans le pays d'origine. Une série de problématiques de fond qui étayent chaque jour le besoin de mettre en place une réponse intégrée impliquant les contributions des autorités nationales, de la société civile ainsi que des organisations internationales», souligne Oussama El Baroudi, coordinateur du projet MoTuSe au Maroc. Et d'ajouter que : «Les communautés locales ne sont pas isolées puisqu'elles travaillent dans un contexte dans lequel les autorités locales ont une forte présence, c'est pour cette raison qu'il faudra inclure à l'avenir tous les acteurs étatiques ou associatifs dans le processus d'assistance». Dans le sillage des activités menées dans le cadre du projet MoTuSe, une table ronde a été organisée par l'OIM le 20 décembre dernier. Cette rencontre a été l'occasion de tirer les enseignements qui devraient permettre d'élargir la réintégration au Maroc et trouver des mécanismes et des approches fonctionnelles qui ouvriront la voie à une bonne réintégration. «Au Maroc, le projet MoTuSe a posé des fondements pour une meilleure coordination entre les autorités locales,

la société civile, les acteurs en matière de réintégration, mais encore une certaine communication avec les migrants de retour. Les participants à cette table ronde ont principalement discuté des moyens d'assurer une assistance qui soit suffisamment adaptée aux besoins et aux vulnérabilités des nationaux de retour au Maroc, mais aussi de la stratégie à suivre afin de se coordonner pour aboutir à une coopération nationale efficace pour renforcer l'employabilité de ces jeunes et de la façon de résorber au maximum leurs vulnérabilités. L'OIM et d'autres acteurs dans le domaine du retour et de la réintégration continuent à déployer leurs efforts en ce sens. Organisés en réseau, ces acteurs sauront rendre la voix de ces Marocains de retour plus audible», conclut Oussama El Baroudi. Rappelons qu'en 2016, le nombre de bénéficiaires assistés par l'OIM Maroc a plus que doublé (490) par rapport à l'année 2015 (188), avec notamment 330 bénéficiaires du projet MoTuSe et 160 bénéficiaires des programmes bilatéraux avec l'OIM en Europe. ■

La réintégration des migrants marocains de retour demeure un processus épineux, qu'ils soient des migrants légaux ou illégaux.